

Après le temps électoral, vivement le temps de la lutte sociale !

Bardella, Le Pen et leur allié Ciotti n'ont pas pu sabrer le champagne dimanche soir et c'est tant mieux. Voir la mine défaite des dirigeants du Rassemblement national sur les plateaux télé a constitué un petit moment de bonheur pour toutes celles et ceux qui ne voulaient pas « essayer » l'extrême droite au gouvernement. Macron avait pris une claque au premier tour, Bardella en prend une au second...

Mais il reste désormais à mettre définitivement KO toutes les politiques racistes et antisociales, et cela, ce n'est pas sur le ring électoral que nous pourrons le faire.

Bardella à Matignon, ce n'est pas pour cette fois...

Avec 143 députés - certes un record - le RN et ses alliés n'obtiennent aucune majorité de gouvernement et arrivent troisièmes après le Nouveau Front populaire et les amis de Macron. La stratégie adoptée par les partis présents au second tour de « désistement républicain » a fonctionné.

Malgré son arrivée en tête au premier tour, malgré son nombre de voix supérieur à celui de chacun des autres groupes au deuxième tour, le RN ne peut pas gouverner. Mais ses idées et son poids dans la vie politique se renforcent inexorablement, ses résultats électoraux vont lui offrir une manne financière inédite : non, vraiment, on n'en a pas fini avec ce poison mortel qu'est l'extrême droite pour le monde du travail et la jeunesse.

Et on n'en a pas fini avec cette politique en faveur des riches et des patrons menée par Macron depuis des années, et par des gouvernements de droite et de gauche avant lui, qui a pavé la voie au RN.

Le temps des tractations contre les classes populaires

Aucun des trois principaux blocs politiques prétendant à la gestion des affaires gouvernementales n'obtient de majorité absolue. Macron se voit de nouveau « en arbitre suprême », alors que sa détestation au sein des classes populaires est immense. Lui et ses alliés arriveront-ils à débaucher d'autres politiciens de tous bords partageant la même servilité à l'égard des intérêts du patronat pour former un gouvernement toujours plus à droite ?

L'alliance du Nouveau Front populaire a déjà largement étalé ses divisions et ses options contradictoires. Elle a remis en selle le PS et EELV, qui ont gouverné avant Macron. Passera-t-elle la première semaine post-électorale ou bien son unité

de carton s'achèvera-t-elle avec les tractations sur celui qu'elle espère comme Premier.e ministre ?

Ce n'est ni à l'Élysée, ni à Matignon, ni à l'Assemblée que nous obtiendrons satisfaction !

Qui va nous permettre d'arracher les 400 euros de plus par mois et faire monter nos salaires, nos pensions et nos revenus à 2.000 euros net par mois ? Qui va indexer nos salaires sur les prix ? Qui va interdire les licenciements dans le privé et toutes les suppressions d'emploi dans les services publics ? Qui va nous permettre de partir à la retraite à 60 ans en ayant cotisé 37,5 annuités ? Qui va faire abroger toutes les lois racistes prises depuis 40 ans et obtenir la régularisation de tous les sans-papiers ? Qui va mettre fin au saccage écologique de la planète ? Qui va donner du boulot à toutes et tous en réduisant massivement le temps de travail et la charge de travail ?

Ce n'est ni à l'Élysée, ni à Matignon, ni à l'Assemblée que nous obtiendrons satisfaction ! C'est par nos luttes, nos grèves, nos mobilisations de rue, comme en 1936, lorsqu'après un mois de grève générale et d'occupation des lieux de travail, les congés payés, la semaine de 40 heures et des augmentations de salaire ont été arrachés au patronat...

Le gouvernement de Front populaire n'y était pour rien, il n'avait même pas été capable de donner le droit de vote aux femmes, ni l'indépendance aux colonies !

Car tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction sur des revendications vitales pour le monde travail, l'extrême droite creusera son sillon et déversera sa propagande raciste et xénophobe. C'est pour dire cela et en convaincre largement autour de nous que le NPA appelle, avec d'autres organisations, à manifester à Paris ce 14 juillet.

Le plan « B » de De Meo ?

En novembre dernier, Renault avait entamé le démantèlement du groupe en créant la filiale Ampère, dédiée aux véhicules électriques. Près de 11.000 travailleurs des établissements français - dont Cléon - avaient alors été transférés de force dans cette filiale. Pour De Meo, il s'agissait « *de rendre Renault une marque complètement électrique à l'horizon 2030* », quand seuls les 27 pays de l'Union européenne envisageaient l'arrêt de la commercialisation de tous les véhicules thermiques neufs à l'horizon 2035.

Depuis, cet arrêt du thermique apparaît de moins en moins certain. Mais De Meo avait déjà envisagé la suite en expliquant : « *Je ne sais pas si on va y arriver ... Evidemment, on a un plan B* ». Et ce plan, c'est la poursuite des véhicules thermiques, avec la création, le 31 mai dernier, de la co-entreprise « Horse Powerpoint » avec Geely, l'une des principales firmes automobiles chinoises. Cette co-entreprise devrait regrouper 19.000 salariés dans 17 sites de production et 5 centres de Recherche et Développement... tous hors de France.

Preuve que pour les firmes automobiles européennes, la revendication de mesures protectionnistes contre les constructeurs chinois n'est pas contradictoire avec des alliances capitalistes avec les firmes chinoises, quand ça sert leurs intérêts. En clair, l'appel à des mesures protectionnistes ne sert qu'à diviser les travailleurs.

Nouvelles taxes sur les voitures chinoises : au profit de qui ?

La Commission Européenne a décidé d'augmenter à partir de juillet les droits de douane qui frappent les importations de voitures chinoises. Pendant 40 ans, ils nous ont chanté les vertus du « libre échange » : cela leur a permis de développer leurs exportations et leurs investissements dans les pays à bas salaires : une « mondialisation capitaliste » synonyme de mise en concurrence des travailleurs du monde entier les uns contre les autres, avec pour nous ici blocage des salaires et suppressions d'emplois au nom de la nécessité d'améliorer la compétitivité.

Maintenant qu'ils estiment leurs intérêts menacés, les voilà devenus « protectionnistes ». Face à une concurrence chinoise qu'ils dénoncent comme « déloyale », ils voudraient nous faire croire qu'il y va aussi de nos intérêts de salarié.es.

Mais ne nous laissons pas bernier. La course au profit reste leur seule boussole. Chez Renault par exemple, c'est pour ça qu'ils ne reviendront pas en arrière sur le démantèlement du groupe, la liquidation des accords collectifs ou la nouvelle convention « métallurgie », des options qui n'ont pour but que de nous exploiter encore plus qu'avant ?

Organisons-nous face au R-Haine

Durant l'entre-deux tours, les soutiens du RN ont affiché un racisme décomplexé, allant de l'injure à l'agression physique. Selon le décompte fait par Mediapart, il y a eu au moins une agression par jour.

Le jeudi 4 juillet, à Saint-Étienne-du-Rouvray, une technicienne d'Enedis s'est fait agresser en plein travail, alors qu'elle intervenait dans un immeuble : « *Sale négresse, tu vas retourner dans ton pays.* » Elle a dû fuir les lieux. Fin juin, déjà, à Sotteville-lès-Rouen, un adolescent franco-algérien de 14 ans avait été roué de

coups par trois jeunes hommes à la sortie du collège, par des agresseurs qu'il ne connaissait pas. Il a aussi été insulté de « *gratteur d'alloc* ».

Face à cette violence immonde, seule l'organisation du monde du travail et notre solidarité pourra changer la donne. Diviser pour mieux régner, ça a toujours été l'arme des patrons... et du RN !

USA : une élection présidentielle qui tourne à la farce

Pour tenter de remonter la pente, après sa performance télévisée calamiteuse face à Donald Trump, Joe Biden a donné une interview à la chaîne ABC qui n'a guère convaincu, ni la presse, ni l'opinion, ni ses propres amis quant à son état de santé physique et mental. Il a balayé d'un revers de main les appels qui se multiplient dans les rangs démocrates pour lui demander de renoncer à un nouveau mandat. Il a déclaré à ce propos : « *Si le Seigneur tout-puissant descendait et disait "Joe, retire-toi de la course", je me retirerais de la course, mais Il ne va pas descendre* ». Tant mieux pour lui.

L'image grotesque de cette future course présidentielle américaine a bien été résumée par un dessinateur du quotidien « Le Temps de Genève ». On y voit deux hommes accoudés à un bar, devant un écran de télévision sur lequel on lit « *Qui à la Maison-Blanche ?* », avec des silhouettes de Biden et de Trump : « *L'un devrait être à la maison de retraite !* » dit le premier, « *L'autre à la maison d'arrêt !* » répond le second. Un résumé humoristique d'un système politique à la dérive.

Palestine : massacre à Gaza, répression et colonisation renforcées en Cisjordanie

Le massacre continue à Gaza, y compris le bombardement des civils déplacés sur ordre de l'armée israélienne. Ces atrocités se déroulent sous les yeux du monde entier, détournant le regard de ce qui se passe en Cisjordanie : une répression féroce, emplissant de personnes arrêtées - souvent sans procès ni jugement - des prisons déjà surpeuplées ; de nouveaux paliers en termes de colonisation de terres palestiniennes, avec de nouvelles confiscations de terres et la création de nouvelles colonies.

Dans un discours du 9 juin devant ses partisans, le ministre Smotrich du gouvernement Netanyahu a affirmé que son objectif était d'empêcher toute possibilité d'État palestinien. Et son collègue Eliyahu, ministre du Patrimoine, fait la publicité à une carte d'Israël englobant non seulement la Cisjordanie et Gaza, mais aussi le Sinaï, territoire égyptien. On imagine sans mal que pour lui, l'idée serait d'y déporter la population gazaouie : en plein désert, pour les y laisser mourir.

Contre ces perspectives effrayantes, pas de pause dans la solidarité avec la Palestine.

Elbeuf, vendredi 12 juillet 16h -18h

Rassemblement Place Mitterand

Rouen, tous les samedis de l'été - 15h00

Rassemblement Métro Théâtre des Arts